

Rapport récapitulatif



**Première réunion
d'experts sur la
documentation
et l'évaluation
des rôles de
l'agriculture
dans les pays
en développement**

**19 - 21 mars 2001
Rome, Italie**

**Projet ROA
Publication No. 1**



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service des publications et du multimédia, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2001

Table des matières

Discours d'ouverture	1
A. Introduction	5
B. Traits saillants des documents et débats	5
1. Vers un cadre analytique et des études de cas par pays	5
Vers un cadre analytique	5
Vers des études de cas par pays	7
Discussion et conclusions sur le cadre analytique et les études de cas par pays	8
2. Les rôles environnementaux de l'agriculture	11
3. Les rôles économiques de l'agriculture	13
4. Les rôles sociaux de l'agriculture	15
5. Les rôles culturels de l'agriculture	18
6. Les rôles de l'agriculture liés à la sécurité alimentaire	20
C. Conclusions	21
Annexe 1: Ordre du jour de la réunion d'experts	25
Annexe 2: Liste des participants	29

Les actes complets de la réunion sont publiés dans un document à part. Le rapport résumé et les actes sont disponibles sur CD-ROM et sur le site Web du Projet:
www.fao.org/es/esa/roa

Abréviations

ADRD	Agriculture et développement rural durables
AFW	Cadre analytique
CCS	Etude de cas par pays
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
CVM	Méthode d'évaluation contingente
GTAP	Projet d'analyse des échanges mondiaux
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SAM	Matrice comptable sociale
TCM	Méthode des frais de voyage

Discours d'ouverture

**Hartwig de Haen, Sous-Directeur général,
Département économique et social (ES), FAO**

Au nom du Département économique et social de la FAO et de la Division de l'analyse du développement agricole et économique, j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette première Réunion d'experts sur la documentation et l'évaluation des Rôles de l'agriculture dans les pays en développement.

Je suis particulièrement heureux de voir autant d'amis et de collègues réunis au sein de ce groupe d'experts – fortement interdisciplinaire, comme le dicte le thème de la réunion – bien que je doive admettre qu'il y a une majorité d'économistes. Le moment est venu d'affronter la question des divers rôles de l'agriculture. En abordant les thèmes cruciaux de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté, il faut s'efforcer à tout prix de prendre davantage en compte l'agriculture dans les stratégies d'atténuation de la pauvreté et de reconnaître que la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim font partie intégrante de toute initiative de réduction de la pauvreté.

À l'heure actuelle, un certain nombre d'efforts sont déployés pour renforcer la prise de conscience sur l'importance de l'agriculture, au moins dans le cadre de la lutte contre la faim et la pauvreté. Pourtant, il nous faut aussi reconnaître que l'agriculture, d'une façon générale, continue d'être négligée dans certains milieux. Si cette réunion peut contribuer au débat en cours, non seulement sur les rôles strictement économiques de l'agriculture, mais aussi sur sa contribution au développement économique ainsi qu'à d'autres secteurs de l'économie, je pense que nous serons en mesure de dresser un tableau plus clair et plus complet des rôles de l'agriculture.

Le Projet sur les rôles de l'agriculture (ROA) est financé par des fonds extrabudgétaires du Gouvernement japonais et va dans le sens de notre Programme ordinaire. Une des tâches de la FAO consiste à accroître la prise de conscience des rôles que l'agriculture joue dans le développement, non seulement pour ce qui est de la production, mais aussi pour tout ce qui concerne ses incidences sociales, culturelles et environnementales.

Le Cadre stratégique de la FAO, adopté à la Conférence de la FAO de 1999, souligne la nécessité d'améliorer les cadres administratifs et institutionnels des pays en développement afin de créer un accroissement durable de la



disponibilité et de l'accès à la nourriture et d'autres produits issus de l'agriculture. Le Projet ROA contribue à cet objectif stratégique. Il fait partie des travaux de la FAO en faveur de l'agriculture et du développement rural durables (ARD), notamment pour ce qui est des aspects concernant l'analyse comparative des divers rôles de l'agriculture dans le cadre du développement durable.

Cet objectif est approfondi dans le Plan à moyen terme de la FAO dans l'intitulé de programme «Contribution de l'agriculture à la réduction de la pauvreté, au développement rural et à la sécurité alimentaire» qui sollicite «des rapports et des publications techniques fournissant une analyse comparative des rôles économiques et autres de l'agriculture pour un développement équitable». Pour ceux qui ne connaissent pas les priorités et les programmes de la FAO, il serait utile de consulter le Plan à moyen terme pour garantir que nos actions au titre du Projet ROA sont parfaitement conformes aux objectifs et aux stratégies du Programme ordinaire, tels qu'ils ont été approuvés par nos organes directeurs.

Durant vos débats, il sera intéressant de comparer le thème de ce projet, les rôles de l'agriculture, avec l'autre concept fréquemment employé – l'agriculture et le développement rural durables (ARD). Une légère distinction entre les deux s'impose: l'ARD a une dimension rurale spatiale, et se réfère au développement durable de l'agriculture, des pêches et des forêts en milieu rural; la durabilité se réfère aux dimensions économiques et techniques, outre les aspects sociaux, culturels et environnementaux. Les objectifs du Projet ROA sont plus vastes. Ils s'étendent aux effets externes que l'agriculture peut avoir hors des zones rurales, c'est-à-dire pour la société et l'économie en général. Le Projet ne s'occupe pas seulement des effets de l'agriculture sur les habitants des zones rurales, mais des externalités produites par l'agriculture dans le secteur agricole comme à l'extérieur. Les deux concepts sont, toutefois, étroitement liés et, si la portée du ROA dépasse celle de l'ARD, le Projet ROA embrasse également l'ARD de multiples façons.

D'autre part, le Projet ROA est unique dans le sens où il constitue un effort de recherche appliquée. Dans ce cas, nous avons utilisé des ressources extrabudgétaires pour approfondir certaines questions fondamentales – à l'aide d'études empiriques et d'études de cas conduites dans divers pays – qui n'auraient normalement pas été possibles dans le cadre des activités de notre Programme ordinaire. Cela offre au Département économique et social une nouvelle occasion de mener des recherches et des études conjointes et de créer des réseaux de centres d'excellence dans le monde entier. Ce type de partenariat nous aidera à remplir notre rôle de catalyseur et de leader dans ces travaux interdisciplinaires et interinstitutionnels.

Le Projet ROA a pour objectif spécifique d'étudier et de documenter les avantages dérivant de l'agriculture dans les pays en développement. Il recensera les connaissances existantes sur les externalités négatives de l'agriculture, mais je tiens à préciser que notre objectif consiste plus particulièrement à documenter et à mettre en lumière les contributions positives de certaines fonctions de l'agriculture à l'économie et à la société en général, car ces externalités et biens publics sont souvent négligés et sous-estimés. Cela ne veut pas dire obligatoirement que nous aborderons l'ensemble des rôles de l'agriculture, mais plutôt que nous tenterons d'identifier, de façon systématique, les effets bénéfiques de l'agriculture pour l'économie, l'environnement, la sécurité alimentaire et la société. Nous sommes conscients du pari ardu que cela implique, car les avantages sont rarement absolus, mais, en réalité, relatifs à d'autres situations, d'autres secteurs et d'autres lignes de développement. Ainsi, tenter d'établir un point de référence permettant de mesurer et d'évaluer ces effets est indéniablement un défi. Mais c'est au moins le début d'un effort de recherche dans cette direction. Nous sommes donc heureux de vous accueillir ici et vous remercions de l'aide que vous nous apporterez dans cette initiative.

Je suis d'avis que la plus grande tâche qui s'impose au Projet est son bien-fondé et sa crédibilité théoriques, même s'il n'a pas l'occasion d'effectuer une analyse complète pour comparer les rôles de l'agriculture avec ceux d'autres secteurs de l'économie. Le Projet se limitera à comparer divers systèmes agraires appartenant à des contextes régionaux, agroécologiques et socioéconomiques différents. La principale ligne de conduite est alors d'effectuer des études de cas par pays. Il faut toutefois lancer un avertissement: une comparaison entre l'agriculture et ce qui se passerait sans cette agriculture, ou tout du moins sans le même niveau d'activité agricole, est incontournable.

J'ai déjà précisé que ce Projet s'inscrit parfaitement dans l'esprit de notre Programme ordinaire. Dans ce contexte, durant une des sessions du Conseil directeur de la FAO, il a été demandé si le Projet pourrait être considéré comme affrontant les «considérations autres que d'ordre commercial» problèmes non commerciaux et visant à analyser des questions analogues à celles contenues dans le concept de «multifonctionnalité de l'agriculture» (un concept sur lequel les États Membres de la FAO ne sont pas encore parvenus à un accord)¹. Comme j'en ai informé le Conseil directeur de la FAO, le Projet ne traite pas des retombées commerciales des rôles de l'agriculture et de leurs politiques relatives, tout du moins pas de façon directe. Mais quiconque lira les résultats futurs de ce projet sera naturellement libre de les interpréter et d'en tirer ses propres conclusions en matière de politique. Tous les États Membres de la FAO seront également libres d'utiliser ces résultats qui sont du domaine public et qui seront publiés. Il appartiendra aux chercheurs, aux instances dirigeantes et

1 Les pays membres se sont expressément accordés à reconnaître qu'aucun accord n'est intervenu sur sa signification, ni sur le rôle potentiel de la FAO eu égard à la multifonctionnalité.



aux Etats Membres d'user de leur discrétion en acceptant ou en réfutant les conclusions, et de les interpréter dans leur contexte spécifique.

Le principal résultat du Projet sera d'engendrer des informations empiriques destinées à faire mieux faire comprendre les avantages de l'agriculture dans les pays en développement. Nous prévoyons qu'une conséquence importante de ce travail sera un accord sur les méthodes de production de ces informations qui pourraient également servir aux analystes et aux décideurs des pays en développement eux-mêmes.

À la FAO, nous estimons qu'il est important de renforcer la sensibilisation sur les rôles décisifs et positifs de l'agriculture. Lorsqu'on observe le monde en développement, on constate combien les systèmes agraires sont en difficulté et sont sous-estimés; à combien d'épreuves sont soumises les populations rurales (conflits, troubles civils et écart grandissant entre riches et pauvres). Il nous semble évident qu'il reste encore de nombreuses questions ouvertes sur le meilleur moyen de rendre l'agriculture – et son développement dans le cadre du développement rural – plus durable, et d'optimiser sa contribution au développement social et économique en général. Dans ce sens, la tentative d'examiner, ou de faire prendre conscience des rôles positifs que l'agriculture peut jouer – si elle bénéficie d'un contexte propice – dans l'essor économique, est sans aucun doute fondamentale pour le développement en général. Naturellement, la faim et la pauvreté sont des problèmes importants, mais la durabilité des ressources environnementales, la stabilité sociale et le développement culturel le sont tout autant, si les pays en développement veulent être en mesure d'améliorer l'agriculture. Et le Projet ROA s'efforce d'affronter ces questions.

Avec ces mots, je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue au nom du Département économique et social et, en particulier, de la Division de l'analyse du développement agricole et économique. Je vous souhaite des délibérations productives et fécondes et vous remercie de votre attention.

A. Introduction

En 2000, pour mieux comprendre les rôles que l'agriculture joue dans le bien-être de l'homme et son développement, la FAO a lancé le projet « Analyse socio-économique des rôles de l'agriculture et conséquences en matière de politique » (Projet ROA).²

L'objectif premier du Projet ROA est d'offrir aux décideurs des connaissances, des outils et des informations leur permettant d'analyser les divers rôles de l'agriculture au sein de leurs sociétés, et de les informer par là même des moyens d'action possibles prenant ces rôles en compte en vue d'une agriculture et d'un développement rural plus durables (ADRD). Le Projet ROA a pour vocation d'entreprendre une analyse comparative à l'échelle mondiale, en se fondant sur une douzaine d'études de cas par pays en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Les travaux interdisciplinaires conjugueront les apports de spécialistes de la théorie économique du bien-être, de l'économie de l'environnement, de la sociologie et de l'anthropologie, ainsi que de praticiens du développement et d'analystes des politiques.

Le but de la réunion d'experts, organisée par le Projet du 19 au 21 mars 2001 à Rome, était de procéder à un examen par des experts des méthodes des mécanismes méthodologiques possibles d'analyse des produits non marchands de l'agriculture, en mettant l'accent sur les résultats positifs, et de recueillir des avis pour la mise en œuvre des études de cas par pays. En particulier, la réunion a servi à examiner des méthodes et outils destinés à circonscrire, documenter, mesurer et évaluer les différents rôles de l'agriculture dans les pays en développement.

La réunion a été organisée sous forme de séminaire dans lequel, pour chaque session, un document directif a été rédigé à la demande du Projet, présenté par un expert et commenté par deux ou trois participants, avant le débat proprement dit.

En tout, vingt-et-un représentants des pays en développement et des pays développés et quinze cadres de la FAO ont pris part à la réunion (voir le Programme et la liste des participants en annexe). Y figuraient notamment des économistes spécialistes de la théorie du bien-être, d'environnement, des anthropologues sociaux, des chercheurs et des dirigeants. La sélection des participants, fondée sur leur expertise scientifique et leur expérience théorique et pratique intéressant directement les objectifs du Projet, a assuré une représentation équilibrée parmi les régions et les différents points de vue sur le débat universel sur l'agriculture.

B. Traits saillants des communications et débats

1. Cadre analytique et études de cas par pays

Deux documents d'orientation ont été présentés en guise de contribution centrale au débat: le Projet de cadre analytique (AFW), au début de la réunion, et des aperçus et directives possibles pour les études de cas par pays, à la fin.

Vers un cadre analytique

Le projet de cadre analytique part du principe qu'outre le rôle décisif (réel et potentiel) que l'agriculture joue dans la promotion des revenus et des emplois ruraux, de la stabilité écologique et de la conservation des ressources naturelles, elle soutient également (réellement et potentiellement) l'équilibre de la population rurale-urbaine, la stabilité et la cohésion sociales, une meilleure sécurité alimentaire, les traditions

2 Au titre du Fonds fiduciaire GCP/INT/772/JPN, le Gouvernement Japonais finance le Projet, entré en fonctions en août 2000 jusqu'en 2003.



culturelles et toute une série d'autres biens et services qui ne font pas l'objet de transactions commerciales.

Dans les pays en développement à faible revenu, où l'agriculture assure une part importante du PIB, et une part encore plus considérable des emplois, l'essor économique et la sécurité alimentaire sont généralement considérés comme les principales contributions de l'agriculture à la société. Toutefois, la plupart du temps, ses rôles sociaux, environnementaux ou culturels sont tout aussi cruciaux pour un développement plus durable – et la perception de l'importance de ces rôles semble s'accroître parallèlement au développement socio-économique.

Les politiques nationales concernant le développement agricole devraient aborder tout l'éventail des rôles que le secteur joue dans la société. En adoptant ce point de vue global, l'assistance au développement offerte par les pays industrialisés pourrait également mieux aider à maîtriser, entre autres, l'appauvrissement des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement, la baisse des revenus, le sous-emploi, les bouleversements sociaux et culturels et l'exode rural excessif.

Dans les pays développés, on apprécie de plus en plus le caractère de biens publics de nombreux biens et services non marchands fournis par l'agriculture. En contraste avec cette situation, dans la plupart des pays en développement, les externalités positives de l'agriculture n'ont pas été bien identifiées ou évaluées par rapport au vaste objectif du développement durable. Ceci étant, les multiples rôles de l'agriculture sont rarement pris en compte dans les choix de politique nationale et de développement rural dans ces pays.

La plupart des biens et services autres que l'alimentation et les denrées que l'agriculture fournit à la société du monde en développement sont actuellement des biens non marchands, des externalités et des contributions aux biens publics. La grande majorité d'entre eux sont produits conjointement aux produits agricoles proprement dits durant le processus de production, et toute politique influant sur le niveau et la nature de la production agricole tend à favoriser une évolution de ces autres rôles. Pour l'étude des rôles de l'agriculture, les concepts d'externalités, de biens publics et de production commune sont donc fondamentaux pour jeter les bases du projet de cadre analytique.

Le projet de cadre analytique s'efforce de proposer un processus méthodologique pragmatique plutôt qu'un programme de recherche académique. En premier lieu, il suggère de produire des informations comparables entre les pays à partir d'un processus d'identification, de comptabilité, d'évaluation (si possible) et d'analyse des externalités de l'agriculture, en mettant l'accent sur les aspects positifs. La deuxième étape consisterait à analyser les incidences en matière de politique qui émergent de la documentation circonstanciée résultant de la première étape.

L'objectif général est d'améliorer l'allocation intersectorielle et intergénérationnelle des ressources pour contribuer plus efficacement à l'objectif du développement durable de la société. Le projet en déduit que l'enjeu de politique lié aux rôles de l'agriculture dans la société consiste à prendre en compte les externalités et affronter les grands dysfonctionnements du marché. Autrement dit, il suggère que les répercussions des rôles de l'agriculture au niveau de la politique seront issues de la collecte d'informations comparables et circonstanciées sur la nature et l'ampleur des externalités positives de l'agriculture. Ces répercussions seront essentiellement liées aux politiques pour l'ADRD, et devraient avoir des dimensions de politique intersectorielles.

Pour pouvoir étudier de façon systématique les divers rôles et externalités de l'agriculture dans n'importe quel contexte national, le cadre analytique proposé les

regroupe en cinq grandes catégories: i) environnemental, ii) social, iii) sécurité alimentaire, iv) économique, et v) culturel. Le but de cette classification est de définir le cadre général de la recherche et de mettre en relief les catégories et rôles jugés les plus pertinents pour l'étude.³ Les interactions et incidences réciproques existant entre la plupart de ces catégories et sous-catégories sont de la plus haute importance, et doivent être présentes à l'esprit et prises en compte.⁴ Si le rôle économique de l'agriculture et, dans une large mesure, celui de sécurité alimentaire, sont essentiellement rendus par les mécanismes du marché, les autres produits de l'agriculture non marchands – c'est-à-dire les rôles environnementaux, sociaux et culturels – sont généralement des externalités et des contributions aux biens publics.

En Annexe, le projet AFW comprend un inventaire provisoire et un tableau de méthodes reconnues pour comptabiliser et évaluer ces rôles de l'agriculture, qui sont proposés comme outil de base pour l'identification et l'analyse des divers rôles de l'agriculture et leur portée dans le contexte national.

Vers les études de cas par pays

Le document directif, Aperçus et directives possibles, propose plusieurs méthodologies pour les études de cas par pays.

Afin d'illustrer et d'établir des comparaisons équilibrées entre les conditions agricoles réelles des divers contextes régionaux, agro-écologiques et socio-économiques, il faudrait avoir recours à une typologie générale des principaux systèmes agraires pour sélectionner les études de cas. Il existe d'innombrables systèmes d'exploitation agricole dans le monde, mais une récente étude de la FAO sur les systèmes agraires⁵ les a regroupés en quelque 70 grandes catégories, fournissant ainsi une vue d'ensemble actualisée et synthétique d'un point de vue environnemental et socio-économique. Le document suggère que cette typologie devrait servir de référence pour les travaux des terrain du Projet ROA. Dans chaque région, des systèmes clés devraient être identifiés, et un nombre limité de pays seront alors choisis pour les illustrer. En conséquence, l'étude englobera un éventail représentatif de situations divergentes.

Les études de cas seront ensuite divisées en deux grands volets pour identifier et évaluer les divers rôles de l'agriculture: une évaluation nationale et une étude basée sur les systèmes agraires.

L'évaluation nationale devrait se fonder sur un examen systématique au niveau national des principaux rôles de l'agriculture, et rassemblera les informations disponibles, et quantifiées le cas échéant, sur les rôles économiques, sociaux et liées à la sécurité alimentaire, et les externalités environnementales et culturelles de l'agriculture. Dans la mesure du possible, elle devrait comprendre les effets aussi bien négatifs que positifs, mais mettre l'accent en particulier sur ces derniers qui ont été généralement négligés par le passé. La portée de cette évaluation dans chaque pays dépendra des questions suivantes: Dans quelle mesure les sous-composantes des cinq catégories identifiées peuvent-elles être documentées et mesurées au niveau national sur la base des informations existantes? Et, dans quelle mesure les externalités de l'agriculture peuvent être documentées et mesurées à l'échelon national? Les informations devraient être recueillies dans le but d'analyser les incidences en matière de politique liées aux stratégies et programmes ADRD et aux politiques intersectorielles nationales.

Un certain nombre d'externalités échappent aux lois de la mesure à grande échelle ou à l'échelle nationale.⁶ Elles ne peuvent être analysées en détail que pour certains sites, zones ou systèmes agraires donnés et, lorsque les circonstances le permettent, il faut s'efforcer d'inscrire les résultats des études de terrain dans le cadre de l'évaluation nationale des rôles de l'agriculture.

- 3 L'ordre dans lequel ces cinq catégories de rôles sont présentées suit la définition de l'agriculture adoptée pour cette étude: "l'agriculture est la transformation de l'environnement par les sociétés humaines au profit des espèces végétales et animales qui servent essentiellement à des fins alimentaires et autres (artisanales, médicinales, industrielles et énergétiques), offrant la possibilité d'échanger des produits et créer des revenus". La sécurité alimentaire a été délibérément séparée des rôles sociaux et économiques afin de traduire le caractère spécifique de l'agriculture comme mode de vie et moyen de survie dans les économies et les sociétés en développement.
- 4 Pour une définition de chaque domaine, voir Cadre analytique, paragraphes 3.8- à 3.13.
- 5 FAO 2000. FAO Farming Systems Study. Révision de la stratégie de développement rural de la Banque mondiale. (projet)
- 6 De nombreuses externalités ne peuvent être bien saisies et documentées à l'échelon national car elles sont liées à un site spécifique, et ne peuvent être perçues hors de certaines frontières. Par exemple, l'effet de prévention des inondations des terrasses où est pratiquée la riziculture ne peut être reproduit en dehors des zones externes au bassin versant.



Les études fondées sur les systèmes agraires évalueront ainsi plus particulièrement les externalités positives de l'agriculture qui ne peuvent être mesurées à l'échelle nationale de par leur nature ou faute de données. Les systèmes agraires retenus sont non seulement le point d'entrée et le principal critère de sélection pour les pays eux-mêmes, mais devraient également constituer une part importante du secteur agricole d'un pays de façon à attribuer une plus grande importance aux incidences en matière de politique au niveau national.

Si on ne peut tirer de conclusions précises de l'analyse des externalités d'un système agricole que pour la zone et le système en question, des généralisations à divers niveaux - cas échéant - peuvent être instructives, et les rôles économiques, environnementaux et liés à la sécurité alimentaire d'un système donné, peuvent s'avérer très importants, même à l'échelon national. Cela pourrait être également le cas pour examiner certains rôles sociaux et culturels.

L'évaluation nationale et l'étude basée sur les systèmes agraires devraient respecter une série commune de directives et d'indicateurs pour permettre des comparaisons et une synthèse. Lorsque les circonstances le permettent, la recherche devrait prendre en compte les questions liées au de genre. Il devrait y avoir au moins un groupe d'étude multidisciplinaire pour chaque étude de cas, composé d'experts du pays concerné. Chacun de ces groupes travaillera pour une période d'environ un an, sous la supervision de l'équipe du ROA basée à Rome, afin de veiller à ce que les résultats obtenus soient aisément comparables.

Discussion et conclusions sur le Cadre analytique et les études de cas par pays

Dans l'ensemble, la démarche proposée par le projet de cadre analytique a été accueillie favorablement. Les participants ont convenu d'utiliser les concepts économiques des externalités, de biens publics et la production conjointe comme base de l'étude; ils ont également appuyé l'approche multidisciplinaire.

Quelques critiques ont été toutefois exprimées. Un participant a jugé que le projet de cadre analytique manquait de cohérence et de cohésion, en particulier d'un point de vue macroéconomique, et a suggéré d'utiliser le Projet pour étudier l'impact de formes spécifiques de libéralisation sur l'agriculture et les zones rurales.

Un autre participant a exprimé une opinion selon laquelle "certains pays en développement peuvent considérer comme un luxe de se concentrer sur la prise en compte des coûts [non marchands] de production des denrées agricoles". Vraisemblablement, l'élaboration des politiques dans ces pays devrait continuer d'être fortement axée sur les rôles économiques (et de sécurité alimentaire) de l'agriculture.

Par ailleurs, l'opinion générale exprimait la nécessité de mieux cerner les questions fondamentales liées aux rôles de l'agriculture, les liens réciproques et les éventuels moyens novateurs de les aborder.

En conclusion, toutefois, on s'accordait à reconnaître que la démarche proposée pour le Projet offre une occasion de présenter:

Des informations utiles à partir desquelles tirer des incidences en matière de politique à un stade ultérieur;

Une perception générale plus équilibrée des externalités positives et négatives de l'agriculture;

Un complément au concept ADRD tel qu'il a été adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), en mettant un accent particulier sur les externalités positives de l'agriculture;

Un regain d'intérêt parmi les donateurs pour un soutien de l'agriculture dans les pays en développement, après plus d'une décennie de baisses constantes de l'assistance.

Il a été souligné que les informations engendrées par le Projet pourraient être utiles, non seulement pour les autorités nationales du monde en développement, mais aussi pour la communauté de donateurs (affectation de l'aide extérieure, et politiques liées aux biens publics).

La liste de rôles figurant dans le projet de cadre analytique a été approuvée, voire élargie dans certains cas. Aucun rôle individuel n'a été exclu, même si l'importance de chaque rôle varie selon le contexte du pays. Il a été convenu que le regroupement des rôles en cinq catégories était destiné uniquement à faciliter la présentation et la discussion: cette classification ne constitue pas un élément d'analyse et ne devrait pas devenir un obstacle à l'analyse et à la mesure des externalités. Une phase primordiale consisterait à formuler des définitions précises de tous les rôles pris en compte par le Projet, avant même d'essayer de cerner les méthodes et outils de mesure. On a également fait ressortir la nécessité d'étudier des rôles en tant qu'externalités, semi-externalités, biens privés ou publics, etc.

Il a été convenu que le Projet documente aussi bien les externalités positives que négatives. Toutefois, il a été reconnu que, depuis la CNUED, on disposait d'informations beaucoup plus vastes sur les effets négatifs que positifs et que, par conséquent, toute information que le Projet ROA pourrait engendrer sur les effets positifs de l'agriculture représenterait une contribution précieuse au débat.

L'importance des liens et des relations réciproques entre les rôles a été soulignée. Parmi ces liens, on peut citer des cas de complémentarité, de synergie et la production d'ensembles d'externalités positives, mais l'accent a été mis principalement sur la nécessité de documenter et d'analyser dans quelle mesure les externalités et la production primaire de nourriture et de fibres sont le produit conjoint de l'activité agricole. A l'heure actuelle, ces relations réciproques sont mal représentées dans le projet de cadre analytique, et elles auraient besoin de faire partie intégrante de la documentation engendrée par le Projet.

Plusieurs participants ont fait valoir que des repères sont nécessaires pour évaluer et mesurer concrètement les rôles de l'agriculture, et pour faire la distinction entre effets positifs et négatifs. Toutefois, il a été noté que la même externalité peut avoir des contributions positives dans certains cas et négatives dans d'autres, ou qu'une externalité peut être évaluée positivement par certains observateurs et négativement par d'autres. En outre, réduire une externalité négative est une contribution positive, et vice-versa. On a également fait remarquer que les externalités positives sont souvent passées sous silence jusqu'à ce qu'une crise révèle que leur disparition a des effets négatifs.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de documenter les questions importantes dans une perspective dynamique. A cet égard, les approches pragmatiques suggéraient une analyse diachronique – c'est-à-dire la comparaison temporelle des rôles de l'agriculture dans un pays donné, notamment des comparaisons rétrospectives et des scénarios futurs – et des comparaisons entre ce qui est observé et une situation jugée souhaitable.

Tous se sont accordés à reconnaître que le Projet avait pour justification finale les incidences en matière de politique. S'il a été convenu que les décisions de politique devraient se fonder sur l'évaluation des externalités nettes de l'agriculture par rapport à celles d'autres secteurs de l'économie, il a été également admis que: i) l'analyse d'autres secteurs (qui fait généralement défaut) ne pouvait être accomplie par le Projet;



ii) l'étude des rôles de l'agriculture produirait des informations et des connaissances utiles; et iii) la présentation des résultats du Projet doit viser à fournir toutes les explications et mesures de précaution nécessaires pour empêcher une éventuelle interprétation erronée de l'information recueillie, étant donné l'absence d'une base intersectorielle de comparaison.

Il a été recommandé que les incidences en matière de politique soient formulées au niveau national (ou à un échelon inférieur) dans les pays à l'étude – mais il a été également reconnu que les incidences indirectes peuvent dépasser le cadre national. La réunion a conseillé de se concentrer à court terme, dans les limites de la durée de vie et des ressources du Projet, sur le recueil d'une documentation de base des rôles de l'agriculture, comme condition préalable à l'examen des conséquences de politique. Il a été en outre convenu de fonder l'analyse des incidences sur l'agriculture et le développement rural durables (ADRD).

On a mentionné à plusieurs reprises l'importance de circonscrire le cadre de politique pour une analyse correcte des rôles de l'agriculture. Toutefois, aucune autre directive n'a été fournie à cet égard, probablement parce que le thème de la réunion d'experts se limitait à la documentation et à la mesure des rôles de l'agriculture.

En ce qui concerne la mise en œuvre des études de cas par pays, les participants ont appuyé la méthodologie proposée, fondée sur une approche à deux niveaux (évaluation nationale et étude détaillée au niveau des systèmes d'exploitation) et approche pluridisciplinaire.

Il a été suggéré d'inclure dans l'évaluation nationale: i) un inventaire des rôles de l'agriculture jugés pertinents dans le pays concerné; ii) une évaluation qualitative et une analyse de leur importance; et iii) une évaluation de leur dynamique à moyen et à long terme.

Les participants ont pleinement souscrit à l'utilisation des systèmes agraires comme principal système de classification pour la sélection des pays et l'analyse sous-nationale des rôles de l'agriculture. A cet égard, ils ont approuvé le recours à la récente classification des systèmes agraires de la FAO.

Pour ce qui est des études fondées sur les systèmes d'exploitation agricole, il a été signalé qu'au sein d'un système donné, l'utilisation de différentes technologies et, partant, des facteurs (autrement dit, des pratiques agricoles) peut avoir des conséquences diverses en termes des rôles de l'agriculture, et une question a été soulevée concernant la meilleure manière de prendre cette dimension en considération. Il a été suggéré d'organiser une étude pilote pour approfondir ce problème. Des comparaisons entre les pratiques dominantes et désirables, et la nature et la portée de leurs effets, pourraient s'avérer utiles.

Enfin, on a fréquemment formulé une mise en garde: les évaluations d'une même externalité, ayant la même portée physique, peuvent varier considérablement selon la partie intéressée, le moment et le pays concerné. Ce qui veut dire qu'il faut étudier les principaux facteurs qui influent sur les attitudes des ruraux, des citadins et – surtout – des autorités, envers les externalités agricoles et leur évaluation. Ces informations sont décisives pour en tirer des incidences de politique. Il a été recommandé d'aborder la question dans les études de cas et dans la synthèse comparative finale du Projet – le cas échéant, sur la base de l'analyse des facteurs qui déterminent ou favorisent les différences de perceptions des mêmes externalités.

2. Les rôles environnementaux de l'agriculture

Le document directif présente une vue d'ensemble des éco-externalités de l'agriculture et un inventaire des outils économiques pouvant servir à les évaluer. Le document examine et discute comment les techniques d'évaluation tirées des expériences des pays développés peuvent être reproduites dans les pays en développement. Figurent en annexe un recueil complet de l'état des connaissances en matière d'évaluation économique des éco-externalités de l'agriculture.⁷

L'auteur recense neuf grands types d'externalités positives issues des activités agricoles: protection des bassins versants; lutte contre les inondations; reconstitution des nappes phréatiques; conservation des sols; biodiversité et habitat de la faune et de la flore sauvages; espaces libres; valeur esthétique; et à protection contre le surpeuplement. Il énumère également sept types d'éco-externalités négatives: ruissellement des nutriments/pesticides; protection réduite des bassins versants; maîtrise réduite des inondations; érosion des sols; perte de biodiversité; perte d'habitat de la faune sauvage; et odeur.

Comme toute activité productive, l'agriculture peut avoir des effets secondaires aussi bien négatifs que positifs, qui ne sont pas pris en compte par les marchés. Les effets positifs de l'agriculture, ou externalités (souvent dénommés "aménités" dans les pays industrialisés), et les externalités négatives (nuisances) sont la conséquence fortuite des activités commerciales qui ont un impact sur la population. En tant que tels, ces sous-produits tendent à ne pas être évalués sur le marché et, par conséquent, leur valeur économique est inconnue. Nombre de ces externalités ont des caractéristiques de biens publics – ils n'entrent pas en compétition et sont, tout du moins partiellement, non-exclusifs dans leur utilisation. Sans l'intervention du gouvernement, il peut y avoir une surabondance d'externalités rurales négatives, et un manque d'externalités rurales positives.

Puisque les externalités rurales positives sont des biens non marchands, elles n'ont pas de prix sur le marché et l'évaluation de leur valeur requiert des techniques économiques particulières. Les principales méthodes d'évaluation des aménités rurales sont les enquêtes, comme la méthode d'évaluation contingente (CVM), et les approches qui se servent des données existantes qui ont été recueillies à d'autres fins, comme la méthode des frais de voyage (TCM) et la méthode hédoniste. La méthode CVM est le seul outil économique disponible pour évaluer les aménités rurales non liées à l'utilisation. La quantité maximale à laquelle une personne est prête à renoncer en échange d'une unité supplémentaire d'un autre bien est considérée comme une juste mesure de la valeur relative des deux choses pour cette personne. Une valeur monétaire, comme le dollar des Etats-Unis, est une mesure acceptée dans le monde entier, car la somme que les gens sont disposés à payer pour un bien révèle à combien d'autres biens et services ils sont disposés à renoncer pour l'obtenir.

Le document fournit des avis sur le choix d'indicateurs pertinents et de directives générales pour effectuer des enquêtes CVM. Il fournit également des avis pour l'agrégation de valeurs non marchandes et indique que l'approche du Projet ROA peut être conçue et/ou perçue comme une analyse coûts-avantages comprenant des valeurs non marchandes.

Bien que la CVM soit la méthode d'évaluation des valeurs non marchandes la plus diffuse, l'auteur précise que sa mise en œuvre dans les pays en développement peut se traduire par une opération compliquée, très longue et coûteuse, qui doit être conçue avec soin en collaboration avec les populations locales pour veiller à ce que les questions soient compréhensibles et culturellement adaptées au contexte. Tandis que des informations fiables et systématiques ont commencé à émerger pour les décideurs sur les aménités générales engendrées par l'agriculture dans les pays industrialisés (à

7 Les annexes comprennent: i) un examen de questions théoriques et empiriques liées aux méthodes CVM et TCM ; ii) des études de cas appliquant les deux méthodes; iii) une évaluation des avantages et des limites des différentes méthodes d'évaluation; et des recommandations pour l'application de la méthode contingente dans les pays en voie de développement.



l'aide de la méthode CVM), les problèmes concernant les externalités positives liées à l'agriculture n'ont guère été affrontés dans les pays en voie de développement .

Durant la discussion et le débat, l'importance du point de vue qui préside à tout exercice d'évaluation a été à nouveau soulevée: "Qui effectue l'évaluation? Quelle perspective est utilisée?". Il a été souligné que les technocrates des pays en développement sont souvent sceptiques sur la validité, fiabilité et l'utilité des outils d'évaluation. Par exemple, l'application de concepts comme le principe du pollueur-payeur, le recouvrement des coûts et le partage des coûts dans les pays où des millions de gens sont pauvres – dont la plupart sont de petits agriculteurs s'efforçant de survivre sur des terres marginales – peut s'avérer politiquement catastrophique pour les gouvernements. D'autre part, cela "peut justifier l'accusation que les universitaires sont insensibles aux problèmes sociaux et économiques du monde réel". Les pays en développement sont confrontés au problème commun de savoir comment la production agricole dans les zones marginales peut remplir son rôle sans appauvrir la base de ressources naturelles.

Il a été également souligné que la même externalité peut être positive pour certains et négative pour d'autres, et que les perceptions de sa portée peuvent varier considérablement – en fonction du point de vue de chacun – ce qui porte à différentes évaluations. A cet égard, les dimensions de genre, les dimensions régionales et ethniques, ainsi que les savoirs locaux indigènes, doivent être pris en compte et intégrés dans le processus d'évaluation. Il a été suggéré que les différentes parties concernées (ex.: agriculteurs, habitants des forêts, touristes, etc.) attribuent des poids différents à leurs évaluations. Une des tâches méthodologiques du Projet est la spécification des points de vue, poids et procédures d'agrégation, dans les études de cas individuelles par pays et dans les comparaisons entre les pays.

On a également fait valoir que, en raison de leur valeur stable ou accrue devant l'accroissement de la pression démographique et de la pénurie, tous les effets positifs et négatifs durables de l'agriculture sur l'environnement se prêtent à des procédures classiques de déductions ou d'escompte. Ainsi, les questions de l'irréversibilité et de l'extinction, ainsi que le mécanisme de rétroaction à long terme, doivent être inclus dans l'analyse mais peuvent ne pas être pondérés de façon réaliste dans l'évaluation.

Enfin, en ce qui concerne les conséquences en matière de politique des éco-externalités, il a été précisé que les effets sur l'environnement de l'agriculture sont des biens publics qui opèrent à différentes échelles géographiques: "fixation du carbone à l'échelle mondiale, d'autres à l'échelle du bassin versant ou à l'échelon local". Toutefois, ces effets ne peuvent être traités indépendamment par des politiques visant à les modifier. A titre d'exemple, on a cité le cas d'un ensemble d'accroissement et de stabilisation des rendements agronomiquement et économiquement intégré, qui se traduit également par une baisse des coûts et des charges, la fixation du carbone, l'élimination des sédiments, la production d'eaux souterraines propres, et le renforcement de divers aspects de la biodiversité. En conséquence, la production conjointe fait ressortir la nécessité d'intégrer réciproquement les instruments de politique et les politiques d'ajustement, à l'échelle internationale, nationale et locale.

3. Les rôles économiques de l'agriculture

Le document directif rappelle les approches historiques des rôles économiques de l'agriculture. L'auteur estime qu'un but du Projet ROA est de faire progresser cette réflexion, en particulier d'identifier les contributions économiques sur lesquelles les prix du marché des denrées agricoles ne fournissent pas assez d'informations pour garantir un niveau optimal des activités concernées.

L'auteur propose une typologie des rôles économiques de l'agriculture qui fait la distinction entre les contributions du secteur liées à l'utilisation directe et celles liées à l'utilisation indirecte. Les premières correspondent aux rôles traditionnels (nourriture, excédent de main d'œuvre, exportations, transfert de capital/épargne, et marchés à la consommation) et aux rôles non traditionnels (production de biens, services et emplois agro-industriels; terres pour l'expansion urbaine; tourisme; et disponibilité de nourriture sûre). Les autres comprennent aussi bien les externalités que les biens publics, et englobent une main d'œuvre plus productive, le remplacement du système de protection sociale, la croissance de la productivité, la viabilité rurale, les équipements de loisirs, les valeurs culturelles et liées au patrimoine, les valeurs paysagères, les contributions à l'équité, une meilleure capacité de formation, la fourniture d'espaces collectifs, la protection d'écosystèmes uniques, et une nourriture saine – aux attributs tant publics que privés.

L'auteur signale que, si elles sont aisément mesurables, les nombreuses contributions économiques des agro-industries sont souvent ignorées des gouvernements et des décideurs, même si elles dépendent de la production primaire. Il souligne également que les nombreuses contributions de l'agriculture en tant que semi-externalités ou biens publics n'existeraient pas sans la production agricole, mais que les producteurs ne reçoivent aucune contrepartie. Par exemple, l'agriculture remplit un certain nombre de fonctions liées à l'amélioration du bien-être, au transfert des revenus et à l'amortissement des chocs liés aux revenus. Elle tend également à offrir une plus vaste marge de remplacement des facteurs de production, en particulier de la main d'œuvre et du capital, que ne le fait l'industrie. Son rôle social sert souvent de tampon entre la pauvreté et la sous-alimentation chronique généralisée. L'agriculture joue aussi un rôle très important pour les infrastructures sociales dans les zones reculées, créant des possibilités de développement et offrant les produits de première nécessité pour les communautés isolées.

A long terme, l'agriculture est plus productive que l'industrie et, de ce fait, le coût réel de la nourriture diminue, contribuant à un accroissement de l'épargne, des revenus, à la stabilité économique et à la productivité des facteurs totaux. Les périodes de taux de croissance élevés de l'agriculture sont liés à une baisse de la pauvreté rurale.⁸ Le document indique également que le rôle de l'agriculture en tant que pourvoyeur d'emplois, de revenus et de nourriture contribue indirectement à l'éducation qui, à son tour, offre des avantages privés et publics. Cette contribution est un exemple classique des avantages supérieurs (d'une meilleure éducation) revenant à la société plutôt qu'à un individu.

8 Binswanger et von Braun, 1991; Timmer, 1992; Bell et Rich, 1994; Johnson, 1998; Mellor, 2001, cité par Stringer 2001.

Pour ce qui est des méthodes de documentation des rôles économiques, le document recommande d'utiliser aussi bien des approches qualitatives que quantitatives des rôles non traditionnels afin de saisir les avantages et valeurs y afférents. Une approche narrative impliquerait l'analyse de la contribution économique de l'agriculture aux agro-industries, au commerce local et aux sociétés de service et à la structure sociale des communautés rurales, ainsi que l'analyse de l'influence probable des nouvelles technologies et des contraintes économiques sur l'organisation et le contrôle des ressources agricoles. Le document propose d'utiliser une matrice comptable sociale (SAM) pour étudier comment le secteur agricole engendre l'utilisation directe de contributions non traditionnelles à l'économie générale, rappelant que la plupart des



pays en développement n'ont guère de problèmes à rassembler les données nécessaires pour la matrice comptable et qu'ils peuvent obtenir une grande quantité d'informations à partir de la base de données du Projet d'analyse du commerce mondial (GTAP).

Le premier intervenant a fait remarquer qu'il ne faut pas oublier la nature dynamique de l'agriculture, et les objectifs mêmes de toute mesure de ses rôles, et a conclu que la direction dans laquelle l'agriculture doit s'orienter devrait être très clairement définie.

A cet égard, l'intervenant a décrit un scénario potentiel de ce qu'il appelle une situation "catastrophe" où nombre des externalités utiles de l'agriculture sont réduites au minimum. Cette situation se caractérise par: i) une agriculture purement commerciale avec des externalités minimales, qui ne diffère en rien des autres industries et répond uniquement aux signaux du marché; ii) des rôles de l'agriculture qui sont négligeables, c'est-à-dire une agriculture qui n'a guère d'avantage compétitif pour ce qui est des externalités socialement, économiquement et environnementalement utiles; et iii) de gros pourvoyeurs de services liés à l'agriculture (ex.: environnement, tourisme), du moment que la société paie le prix correspondant. Il en a tiré trois conclusions: i) les familles agricoles (contrairement aux exploitations commerciales) sont au cœur des externalités actuelles de l'agriculture; autrement dit, il a appelé l'attention sur l'importance du facteur humain dans le débat sur les rôles de l'agriculture; ii) les systèmes agricoles s'orientent quoi qu'il en soit vers la situation «catastrophe»; et iii) la mesure et la documentation des rôles de l'agriculture doit être inscrite dans la recherche de niveaux optimum d'externalités agricoles.

Le deuxième intervenant a entériné l'opinion de l'orateur selon laquelle l'agriculture connaît les plus forts accroissements de productivité des facteurs, et a souligné l'importance des transformations technologiques, en particulier à la marge, en termes de pratiques agricoles transformées et d'accroissement des profits. Il a introduit le concept de la diffusion de l'urbanisation: "l'agriculture accélère l'urbanisation, mais elle peut également la disperser". Il a comparé les cas des pays africains et asiatiques, qui ont suivi deux politiques agricoles opposées. Dans le premier cas, on constate un échec total de la croissance agricole qui a porté à un essor foudroyant des capitales, un développement très limité des petites villes et des centres régionaux et une augmentation massive de la pauvreté urbaine. En Asie, en revanche, la croissance agricole a stimulé un système très disséminé de petites et grandes villes (ex. Taiwan, Province de Chine, où des centres urbains géographiquement dispersés qui avaient été construits à partir de revenus et de la demande agricoles ont vite assumé une existence à part entière, consolidant la typologie éparpillée).

Enfin, le troisième intervenant a averti qu'avant de faire des généralisations sur l'agriculture servant à amortir les chocs économiques ou financiers, il faut observer dans quelles conditions elle peut jouer ce rôle, c'est-à-dire dans quelle mesure les isoquants de l'agriculture sont plus plats et peuvent prendre en compte le surplus de main d'œuvre. Non seulement le remplacement de l'intensité capitaliste est un problème, mais la contrainte des terres l'est tout autant. Il a suggéré d'examiner les typologies des conditions dans lesquelles cette attribution de filet de sécurité de l'agriculture peut avoir lieu, sa nature et sa viabilité. Il a conclu en suggérant que les crises ne sont pas une bonne référence pour évaluer les rôles de l'agriculture dans le bien-être, les chocs étant rarement prévisibles. Une question plus pertinente serait: Dans quelle mesure l'agriculture prévient-elle l'urbanisation prématurée et, partant, dans quelle mesure conjure-t-elle les externalités négatives?

D'autres questions ont été soulevées sur les rôles de l'agriculture liés au bien-être: Comment peut-on les mesurer? Peut-on les mesurer comme le coût prévu d'un système de protection sociale? Quelles sont les répercussions sur l'orientation des

politiques? Doit-on trouver un moyen d'ajuster la valeur de l'agriculture à la hausse pour tenir compte de son rôle de filet de sécurité sociale?

On a également signalé que ce sont les ruraux qui portent le plus gros poids de l'ajustement à mesure que le secteur rural se restreint et qu'ils doivent se déplacer vers les zones urbaines. Selon la nouvelle économie de la migration de la main d'œuvre, les coûts et avantages liés à la décision de migrer sont pondérés par le ménage rural, y compris le coût d'installation d'un migrant en ville ou à l'étranger. Selon l'intervenant, les citoyens paient également leur part des coûts marginaux de l'exode rural (pression sur les services urbains et biens publics, recrudescence du crime, etc.).

En ce qui concerne la contribution économique de l'agriculture à l'atténuation de la pauvreté, l'intervenant a approuvé l'argument général du document directif, et a signalé deux résultats dégagés récemment: i) la croissance agricole atténue tant la pauvreté rurale qu'urbaine, tandis que la croissance du secteur industriel n'affecte que cette dernière (étude de Chen et Ravallion en Inde); et ii) à moins que la répartition des revenus ne soit extrêmement faussée, la croissance agricole a un plus fort impact sur la pauvreté que la croissance d'autres secteurs.

Durant le débat général, en grande partie fondé sur l'expérience indonésienne, on a soutenu que de brusques hausses des prix des denrées alimentaires peuvent donner lieu à une agitation sociale. Dans ces cas-là, la stabilisation des prix grâce à l'agriculture intérieure favorise la stabilité sociale. Réduire ou maîtriser l'inflation est par conséquent un autre grand rôle potentiel de l'agriculture qui pourrait être étudié en tant que semi-externalité.

4. Les rôles sociaux de l'agriculture

En prenant appui sur le cas du Mexique, le document directif se concentre sur le rôle de l'agriculture et du secteur rural dans le cadre de l'atténuation de la pauvreté, déclarant d'emblée que les impacts sociaux et rôles de l'agriculture dépendent: i) des caractéristiques du secteur rural; et ii) des mécanismes institutionnels et des politiques gouvernementales. La thèse principale soutenue par le document est que l'atténuation de la pauvreté constitue un rôle important de l'agriculture, mais que toute stratégie de réduction de la pauvreté rurale demande beaucoup plus que des politiques de soutien et de production agricoles orientés sur la production.

Le document présente une stratégie de réduction de l'extrême pauvreté dans les zones rurales et un cadre d'évaluation des programmes sociaux des gouvernements, tous deux mis en œuvre récemment au Mexique. Il fournit des orientations sur comment évaluer l'importance, les possibilités et les limites inhérentes à l'utilisation de politiques agricoles visant à l'atteinte d'objectifs sociaux (et en particulier à la réduction de la pauvreté), et il insiste sur la nécessité de stratégies complémentaires, fournissant des enseignements tirés de l'expérience mexicaine.

Le document affirme que la première étape dans l'évaluation des externalités du secteur agricole et rural devrait consister à effectuer un diagnostic sectoriel, c'est-à-dire une évaluation des caractéristiques du secteur rural. Il suggère une série d'indicateurs pertinents - population, emploi, contribution au produit national brut et croissance du PNB agricole: l'étude devrait examiner les subventions totales (y compris les dépenses publiques et les déductions fiscales clairement établies ou implicites) en faveur du secteur rural et, en particulier de l'agriculture. Elle devrait également évaluer l'hétérogénéité du secteur, en mesurant la gravité de la pauvreté parmi les ruraux. Par exemple, dans les zones rurales du Mexique, une famille sur deux est pauvre et la pauvreté est trois fois plus grave que dans les zones urbaines. Enfin, elle devrait prendre en compte d'autres caractéristiques des ruraux pauvres, telles que le capital humain, la dispersion géographique et la vulnérabilité. A cet égard, une analyse fondée



sur l'identification des principaux risques par âge, région et groupe de revenus pourrait s'avérer utile. Cette analyse s'inspire sur la théorie des risques sociaux pour identifier les principaux risques rencontrés tout au long d'une vie, et se sert des données d'enquête auprès des ménages pour calculer les indicateurs de risque pour les pauvres comparés au reste de la population. On peut y associer également une évaluation des politiques en vigueur, afin d'évaluer leur efficacité à toucher les populations cibles et leur portée.

Les mécanismes institutionnels et les politiques gouvernementales en faveur du secteur agricole et rural, ainsi que l'affectation des ressources gouvernementales, sont le deuxième élément crucial pour évaluer les rôles sociaux du secteur, et le second aspect qui pourrait être documenté dans les études de cas. Il est primordial de passer en revue les institutions et les politiques, en particulier les programmes axés sur la production et les programmes sociaux ciblés qui fournissent non seulement une assistance à court terme, mais aussi des possibilités de modifier les conditions structurelles de la pauvreté à moyen terme. Le document examine les dispositifs institutionnels du Mexique, les politiques et les programmes en vigueur, leur efficacité et leur utilité, les stratégies y afférentes, et les propositions de directives pour des exercices similaires dans d'autres pays.

Une étape importante, selon l'auteur, consiste à évaluer si le pays dispose d'une stratégie de développement rural intégrale cohérente et d'un programme de réduction de la pauvreté qui offre aussi bien des lignes d'action productive que sociale, tout en distinguant les actions visant à promouvoir les activités productives rurales de celles qui sont axées sur l'atténuation de la pauvreté. L'auteur suggère de fonder cette différenciation sur un cadre théorique qui identifie les objectifs et l'incidence des politiques rurales et le fait qu'elles comportent des biens publics ou privés. L'évaluation devrait estimer dans quelle mesure ces lignes d'action laissent la place à une plus grande compétitivité dans le secteur rural, et l'impact qu'elles ont sur les externalités positives de l'agriculture. Elle devrait examiner comment le soutien du gouvernement de biens publics spécifiques (infrastructures publiques productives et sociales; santé animale et végétale; innovation et transfert de technologie; mesures de modernisation; certitude juridique des droits de propriété; programmes d'emploi temporaire pour les infrastructures productives, etc.) contribue à ces objectifs.

En règle générale, les documents précisent qu'en fonction de la démographie et du contexte socio-économique du pays, la réduction de la pauvreté par l'accroissement des revenus pourrait trouver une solution hors du secteur primaire. Cette solution en partie pourrait résider dans d'autres secteurs de l'économie qui permettent une migration plus ordonnée, non seulement vers le secteur urbain mais aussi vers le secondaire et le tertiaire du secteur rural.

Le premier intervenant a observé que le document directif est une contribution précieuse à l'étude à la fois des rôles d'atténuation de la pauvreté de l'agriculture en tant que secteur, et des politiques sociales en faveur de ce secteur. Jusqu'à la fin des années 80, pour le Gouvernement mexicain, l'atténuation de la pauvreté rurale était pratiquement synonyme de développement agricole. En revanche, et sur la base des résultats concrets du suivi de l'impact et de l'évaluation des dépenses publiques dans les programmes sociaux récents au Mexique rural, le document directif montre que les programmes de développement social (enseignement, santé, nutrition, transferts de revenus et pensions) ont eu, et peuvent avoir, un impact important sur la réduction de la pauvreté rurale, bien supérieur à la contribution imputable à l'agriculture en soi. Comme on l'a mentionné dans la présentation, "une stratégie de réduction de la pauvreté rurale comporte bien plus qu'un soutien agricole et des politiques axées sur la production". Selon l'intervenant, "une part importante des emplois ruraux non

agricoles [en Amérique latine] sont désormais très indirectement liés aux mécanismes de production agricole.”⁹

L’intervenant a précisé les retombées du document directif pour la conception du cadre analytique du Projet ROA et des études de cas, en particulier en ce qui concerne les conséquences en matière de politique dans les pays à revenu moyen. Dans ces pays comme le Mexique, les externalités positives de développement social seront probablement associées à l’agriculture, mais il faut examiner attentivement ces externalités afin d’éviter d’exagérer en faveur du soutien productif de l’agriculture. L’intervenant a également souligné que, dans les pays moins avancés, le rôle de l’agriculture dans la réduction de la pauvreté semblerait beaucoup plus important que dans des cas semblables à celui du Mexique, en raison du lien plus étroit de la production agricole avec l’emploi rural, comme le montrent, par exemple, les travaux renommés de M. Ravallion sur l’Inde.¹⁰

S’inspirant de l’expérience africaine en particulier, le deuxième intervenant a souligné l’importance de certains autres rôles sociaux de l’agriculture qui ne sont pas abordés par le document directif: les contributions de l’agriculture à la stabilité sociale, en réduisant les conflits sociaux potentiels (car l’agriculture “occupe les gens, comme mode de vie”) et ses contributions au patrimoine culturel, en permettant de perpétuer les traditions et valeurs de la société (comme la célébration des diverses fêtes familiales, communales ou nationales comportant des cultes ancestraux), et de satisfaire les aspirations culturelles.¹¹ Ce dernier rôle contribue également à maintenir et à transférer les connaissances locales des plantes médicinales pour la médecine traditionnelle; la cohésion du noyau familial, en contribuant à de meilleures relations au sein du ménage et entre les sexes;¹² et le capital social, en encourageant la solidarité intracommunautaire et la gestion collective des ressources communes.¹³

En ce qui concerne l’hétérogénéité et la démographie, l’intervenant a fait valoir que le cas du Nigeria diffère de celui du Mexique, et que les envois de fonds des migrants à leurs familles jouent un rôle important qui devrait être étudié. Pour ce qui est de l’articulation de la protection sociale et des politiques sociales productives, il a convenu de la nécessité de fournir aussi bien des biens de production et des infrastructures sociales, comme l’enseignement, la santé et l’hygiène, mais a ajouté que ceux-ci devraient avoir pour tâche d’aider les pauvres à faire des contributions positives au bien-être social en général.

Pour ce qui est des méthodes et des outils de mesure pour la documentation des rôles de l’agriculture au niveau des communautés rurales, il a suggéré que les échantillons devraient être relativement restreints et que les enquêtes devraient s’étendre sur une période suffisante pour permettre des observations rigoureuses. Des discussions de groupe se sont avérées une démarche fiable pour la collecte de données au Nigeria. Elles peuvent être complétées par des entretiens avec des personnages clés, en particulier si l’on a besoin d’un historique. Les anciens d’une communauté devraient être interrogés en détail afin d’identifier les tendances et l’évolution dans le temps, et les opinions concernant ces changements. Enfin, l’intervenant a souligné la nécessité de rendre les études de cas du Projet ROA véritablement participatives. Il faut non seulement consulter les parties concernées et leur donner un rapport final à la fin du cycle du Projet, mais les impliquer aussi dans toutes les étapes du processus.

Dans la discussion générale, un point qui a été avancé avec force était la nécessité d’éviter de confondre la stabilité avec l’absence de changement, car la transformation dynamique est indispensable au développement.

- 9 Berdegue, Riordan, et al., mars 2001. *World Development*.
- 10 Gaurav Datt et Ravallion, 1996. “How important to India’s poor is the sectoral composition of economic growth”. *World Bank Review*, juin 1996. Vol. 10
- 11 Selon M. Akinwumi, “ce n’est pas une coïncidence si la plupart des grandes célébrations des pays en développement ont lieu durant ou juste après la récolte des principales denrées de base”.
- 12 Par bonheur en milieu rural, on entend la capacité du mari de s’acquitter de son rôle de soutien de famille en remplissant la grange de blé pour toute l’année. M. Akinwumi se rappelle le cas d’une femme lui disant qu’“un mari n’est digne de l’être que s’il assure à sa famille une nourriture pour toute l’année”.
- 13 Une tradition de longue date dans la plupart des villages de l’extrémité nord du Nigeria est la collecte annuelle en un fonds commun “zaquat”, à savoir 10 pour cent des rendements de chaque agriculteur. Ce stock est supervisé ou/et contrôlé par le chef du village et sert à nourrir les malades, les étrangers et le chef religieux. Tout agriculteur qui manque de semences peut puiser dans le stock. L’incidence de sécurité alimentaire est manifeste.



5. Les rôles culturels de l'agriculture

Le document directif suggère que, lorsqu'ils s'occupent de sociétés agricoles traditionnelles, les chercheurs devraient d'abord comprendre le lien entre trois variables: le système productif, l'environnement et la culture. Des exemples de sociétés pastorales et d'agriculture de décrue ont été utilisés pour illustrer ce point.

Pour documenter les relations étroites et réciproques entre les systèmes de production vivrière, le climat et l'environnement, et les questions de culture et les valeurs traditionnelles, l'auteur préconise le recours à une écologie culturelle et politique. Les dimensions économiques, sociales et culturelles dans lesquelles les gens vivent connaissent les retombées de l'agriculture et des pratiques agricoles, et l'agriculture subit, à son tour, les effets des facteurs climatologiques et de l'environnement physique et biologique. Durant l'examen de ce document, trois grands systèmes de production agricole sont ressortis de ces relations réciproques: une agriculture extensive sur des terres en excédent en Afrique; une agriculture intensive à fort coefficient de main d'œuvre en Asie, avec une distribution des terres "unimodale" parmi les petites fermes marginales; et une agriculture dualistique en Amérique latine.

Citant les travaux de B. Miller, l'auteur indique également certaines des externalités négatives qui sont produites par l'agriculture dans certaines circonstances. Les coûts de l'agriculture peuvent comprendre "inégalité sociale; maladie; despotisme; et destruction de l'environnement par épuisement des sols et empoisonnement chimique, pollution de l'eau, barrages et détournement de fleuves".

Il cite l'exemple de l'agriculture itinérante (jachère sous brousse, culture itinérante ou débroussaillage et brûlis) pour montrer que de nombreux agents de développement n'ont pas compris les pratiques traditionnelles. Si l'on conserve une juste période de jachère, l'agriculture itinérante est non seulement écologiquement rationnelle mais aussi économiquement rentable par rapport aux autres solutions. Pourtant, d'une société à l'autre, on trouve de nombreuses différences dans la façon dont fonctionne l'agriculture itinérante, même dans des régions comparables et limitrophes.

Le document rappelle que, selon Cernea, il y a quatre causes de perte de patrimoine (sans compter la guerre): causes naturelles – pertes dues aux tremblements de terre, aux inondations, aux tempêtes et autres catastrophes; causes économiques – notamment construction d'infrastructures, changements techniques qui rendent l'artisanat obsolète, essor de l'agriculture (en particulier de l'irrigation) et pollution atmosphérique; causes sociales – notamment croissance démographique, effets négatifs du tourisme, pillage (comme à Angkor au Cambodge), manque d'entretien et ignorance; faiblesses institutionnelles – notamment lacunes des politiques, déficiences organisationnelles et manque de soutien financier.

L'auteur ajoute une cinquième cause de perte de patrimoine: la destruction intentionnelle des ressources patrimoniales par des politiques gouvernementales. Dans son exemple du fleuve Sénégal, la production écologiquement et socialement viable des plaines d'inondation a été la principale victime du développement des centrales hydroélectriques, car l'aménagement classique de grands barrages met fin à l'inondation annuelle dont dépendent ces systèmes de production, la remplaçant par la retenue des eaux dans un réservoir en amont et leur relâche par les turbines uniquement lorsque nécessaire. S'il existe une riche documentation sur la nécessité de dédommager les habitants qui doivent quitter la zone du réservoir, on ne peut en dire de même pour ce qui est des victimes en aval, qui ne sont pas forcées de déménager mais ne peuvent conserver leurs systèmes de production. L'auteur soutient que les gouvernements et les planificateurs du développement préconisent fréquemment le remplacement des systèmes de décrue "primitifs" par l'irrigation, car

ces derniers semblent offrir de meilleurs profits unitaires. Toutefois, les calculs permettant cette comparaison sont rares, voire inexistant, et comprennent les recettes de la pêche et de l'élevage. La recherche de l'auteur le long du fleuve Sénégal montre que les véritables revenus du "système traditionnel", compte tenu de tous les facteurs de production – terre, main d'œuvre, capital, dépassent nettement même les meilleures prévisions de revenus tirés de l'irrigation.

Une externalité positive importante et souvent négligée des systèmes de production vivrière est leur contribution à l'harmonie entre groupes ethniques. Par exemple, avec le barrage Manantali qui impose des changements de régime et la conversion prévue des terres en périmètres irrigués à forte intensité capitaliste, est apparue une série de conflits ethniques explosifs.

L'auteur se félicite que le Projet ROA prévoit l'étude des rôles culturels de l'agriculture, mais avertit que ceci ne doit pas "comporter un engagement universel à un système de valeur particulier ou embrasser totalement une tradition historique, et masquer les segmentations significatives qui existent partout", segmentations qui ne sautent pas toujours aux yeux des "visiteurs". Il souligne également que si l'on peut en théorie séparer les rôles empiriques contenus dans les catégories culturelles, environnementales, sociales, de sécurité alimentaire et économiques, les frontières entre celles-ci peuvent ne pas correspondre du tout aux réalités locales, pas plus qu'une discipline scientifique n'a de "droits" analytiques sur une catégorie.

Le premier intervenant a jugé que les problèmes concernant la documentation des rôles culturels de l'agriculture doivent encore être définis. Elle a proposé une typologie de quatre grands phénomènes observables par lesquels les rôles culturels de l'agriculture peuvent être documentés: i) systèmes de production; ii) systèmes de consommation; iii) connaissances indigènes; et iv) artefacts.

Le deuxième intervenant s'est concentré sur les systèmes de propriété collective des terres en Afrique et sur le rôle des clans et des lignées dans la régulation, le maintien et la conservation de l'utilisation des terres au fil des générations. Le contact politique ou économique extérieur et la pression démographique tendent à rompre les formes traditionnelles de régime foncier et d'utilisation des terres, ce qui aboutit à un équilibre délicat entre les formes culturelles et les systèmes de moyens d'existence qui s'est, dans de nombreux cas, développé au fil des siècles.

Lorsqu'ils sont mal planifiés et mal exécutés, les projets de développement peuvent aussi avoir des impacts divers sur la culture locale et la société. L'incidence perturbatrice de la privatisation des terres durant les projets de la Banque mondiale sur des structures agricoles, socio-économiques, et culturelles a été critiquée. L'intervenant a présenté un exemple de la façon dont les membres d'un système agricole, libéré des contrôles sociaux traditionnels dans les zones ancestrales, avaient porté atteinte à l'environnement physique dans des zones ouvertes à la culture d'arachide. La transposition d'un système d'exploitation agricole hors de son contexte social et culturel élimine les contraintes consacrées par l'usage qui permettent à ce système d'être durable dans son contexte d'origine.

Dans l'ensemble, les principaux rôles culturels qui semblent ressortir de la discussion englobent l'identité et la diversité culturelles; le patrimoine culturel; les traditions et les coutumes; les croyances, les valeurs et la religion; et les connaissances indigènes. L'importance de la différenciation des points de vue des parties prenantes durant les activités d'évaluation a été soulignée à plusieurs reprises.



6. Les rôles de l'agriculture liées à la sécurité alimentaire en matière de sécurité alimentaire

Le document directif fait valoir que la production agricole intérieure joue un rôle clé pour se protéger contre d'éventuelles pénuries alimentaires ou de brusques hausses des prix à l'importation. Il insiste sur le fait que la sécurité alimentaire doit être atteinte moyennant des coûts minimum par la combinaison optimale de production intérieure, l'importation et la gestion des stocks, et qu'il n'est pas souhaitable de conserver des niveaux extrêmement bas ou élevés d'autosuffisance alimentaire. A long terme, avec le développement, la sécurité alimentaire peut être obtenue plus facilement en abaissant le niveau d'autosuffisance alimentaire, en déplaçant les ressources vers la production de cultures d'exportation non alimentaires ou de produits manufacturés, et en recourant à l'importation des besoins en denrées vivrières de base.

Le document offre un ensemble précieux d'indicateurs de sécurité alimentaire qui ont été réaménagés en tenant compte de la définition et des éléments de sécurité alimentaire et qui visent à documenter les rôles de l'agriculture pour la sécurité alimentaire dans l'étude du Projet ROA. Il fournit également un exemple de méthodologie servant à dériver un index composé de la contribution de la production agricole intérieure à la sécurité alimentaire, en évaluant les coûts d'opportunité et les risques liés à la sécurité alimentaire dans différentes conditions d'auto-suffisance nationale, de compétitivité internationale et de pouvoir d'achat.

Le premier intervenant a déclaré que, même s'il a beaucoup de mal à identifier les problèmes et les suggestions, le document manque de fournir une analyse suffisamment détaillée des problèmes, et se concentre trop sur le commerce.¹⁴

L'exemple hypothétique du calcul de la contribution de l'agriculture intérieure à la sécurité alimentaire n'est pas suivi de conseils pratiques sur comment utiliser cette analyse dans les études de cas.

En réponse à la question de savoir comment l'agriculture peut accroître les disponibilités, l'intervenant a souligné la nécessité de se concentrer sur ses aspects productifs. Sur la question du rôle que l'agriculture peut jouer pour améliorer l'accès à la nourriture, il a suggéré d'accorder une large place aux aspects rémunérateurs de l'agriculture. L'agriculture assure des revenus à ceux qui sont propriétaires de leurs terres et cultivent des produits agricoles; et elle fournit également des revenus à ceux qui travaillent sur les terres d'autrui, même s'ils sont eux-mêmes dépourvus de terres. En outre, les revenus dérivant de l'agriculture constituent une source de demande pour les produits du secteur rural non agricole, un aspect qui suscite un intérêt grandissant. En ce qui concerne le rôle de l'agriculture dans la promotion de la stabilité de l'accès, l'exemple de la crise indonésienne de 1997 a été fourni – des quantités de personnes sont retournées fait retour à la terre et ont pu ainsi conjurer la famine uniquement parce qu'elles avaient accès à la nourriture cultivée par elles-mêmes ou leur famille. Enfin, pour ce qui est des rôles de l'agriculture en matière de qualité des aliments, l'intervenant a souligné qu'ils dépendent du type de techniques de production utilisées et du degré d'industrialisation de l'agriculture.

En développant la liste détaillée d'indicateurs, l'intervenant a suggéré que dans les pays en développement, il pourrait s'avérer utile de fonder l'analyse sur les indicateurs de disponibilités de nourriture et d'accès à la nourriture pour voir s'il en ressort certains mécanismes. Par exemple, en ce qui concerne la disponibilité, il est facile de trouver des informations sur les conditions naturelles de l'agriculture, les dotations en facteurs et les infrastructures, entre autres. En revanche, les informations sur le cadre institutionnel de la production agricole, si elles sont disponibles, tendent à varier d'un point de vue qualitatif. Si ces informations peuvent être rassemblées et conjuguées de sorte à produire un indicateur de disponibilité, cet indicateur pourrait être calibré par rapport aux données sur la disponibilité réelle de nourriture afin d'en améliorer la

14 Si personne ne peut remettre en question l'importance du commerce, il est important trouver un équilibre entre les contributions relatives de l'agriculture et le commerce agricole dans la promotion de la sécurité alimentaire (Broca, 2001, Session 6: Rôles de l'agriculture liés à la sécurité alimentaire).

fiabilité. Cet indicateur, une fois qu'il est fiable, pourrait s'avérer un moyen simple et relativement peu coûteux de mesurer la disponibilité de nourriture dans un pays.

Le deuxième intervenant a commenté le modèle de sécurité alimentaire de l'auteur en suggérant d'examiner les effets sur les moyens d'existence de tout changement dans la composition des disponibilités vivrières nationales (échanges, production intérieure, stocks).

Il a également souligné que le coût de la production intérieure ne dépend pas seulement de la fonction productive, mais aussi du contexte institutionnel de l'agriculture et, en particulier, des relations entre les sexes. Il a insisté sur l'importance de la question des femmes qui ne sont pas propriétaires de la terre, et sur les conséquences majeures que ceci a sur le fonctionnement des systèmes agraires, la productivité de ces systèmes, et l'accumulation et l'accès à la nourriture. Il a jugé que la féminisation effective et potentielle de l'agriculture devrait être analysée en termes de son impact sur la production agricole et les revenus dérivés de l'agriculture.

L'intervenant a suggéré que les indicateurs proposés dans le document directif devraient comporter des indices qui représentent, d'une part, l'effet des relations de genre sur la sécurité alimentaire et, d'autre part, la situation des régions à déficit vivrier dans un pays. Ces indicateurs sont: la part des femmes dans la propriété foncière (fonction de production); leur part de consommation vivrière (accès à la nourriture); et les monopoles et marchés interdépendants pour les régions souffrant d'un déficit vivrier (accès physique).

C. Conclusions

D'une façon générale, les participants ont accueilli favorablement les méthodologies du projet de cadre analytique et des études de cas par pays qui leur ont été soumises pour examen, et ont approuvé leurs concepts et leur approche globale. En outre, ils ont convenu qu'en soulignant la nécessité de considérer et d'évaluer les externalités positives de l'agriculture, le Projet complète le concept d'ADR. Nombre des externalités socio-économiques et environnementales positives de l'agriculture ont déjà été prises en compte par le Chapitre 14 et d'autres chapitres d'Action 21, qui servent de schéma directeur pour la promotion des politiques d'ADR. Toutefois, jusqu'à présent, la conception et la mise en oeuvre des politiques et programmes ADR se sont concentrées essentiellement sur la réduction des externalités négatives de l'agriculture, plutôt que le renforcement de ses externalités positives. En conséquence, le Projet ROA s'est avéré particulièrement opportun, compte tenu de l'examen Rio + 10 d'Action 21 qui aura lieu en 2002.

Dans les opinions exprimées par les participants, le débat sur les rôles de l'agriculture peut favoriser une prise de conscience auprès de la communauté de donateurs et dans les pays en développement eux-mêmes, des rôles positifs importants que l'agriculture a joué, joue et peut jouer dans la formation des sociétés, en orientant l'utilisation des ressources naturelles et en s'attaquant à l'injustice sociale. Si le Projet est mené à bonne fin, il pourrait aider à rééquilibrer la perception négative ou atone de l'agriculture qui prévaut dans certains milieux, et qui a contribué au déclin des investissements dans le secteur. Le Projet ROA pourrait s'avérer un instrument utile aux autorités nationales, à la communauté de donateurs et à ceux qui sont chargés d'influencer l'opinion publique et de mobiliser un appui politique, pour faire une plus large place à l'agriculture et au développement rural dans les problèmes omniprésents de pauvreté, de faim et d'environnement .

Les multiples rôles de l'agriculture existent depuis la naissance même de l'activité. Ils n'ont rien de neuf. Leur nouveauté résulte de la prise de conscience accrue de l'importance des rôles non traditionnels et des diverses évaluations qui lui sont



attribués par les décideurs et la société. Les divers rôles ou fonctions de l'agriculture sont devenus un sujet à l'ordre du jour dans les milieux internationaux. De nombreux partisans du libre-échange soupçonnent que ce concept sert d'excuse à la poursuite de mesures de protection dénaturant les échanges. Jusqu'à présent, le débat s'est tenu essentiellement dans les pays développés. La faible participation de la plupart des pays en développement est, sans aucun doute, le résultat de la priorité qu'ils accordent aux rôles économiques et de sécurité alimentaire de l'agriculture, contrôlés par le marché. Elle est aussi, en partie, due au manque de données circonstanciées, concrètes, quantifiées et comparables concernant les nombreuses externalités positives de l'agriculture.

Comme il a été indiqué dans un des documents directifs de la réunion d'experts, le Projet ROA peut s'inscrire dans le cadre d'un effort d'analyse des coûts-bénéfices de l'agriculture englobant aussi bien les valeurs marchandes que non marchandes. A la suite de la réunion, la phase actuelle du Projet sera axée, autant que possible, sur la production de données concernant les bénéfices (externalités positives), tout en faisant l'inventaire de certains des coûts documentés (externalités négatives). On présume qu'en adoptant une telle perspective, le Projet peut aider les conseillers politiques et les décideurs de politiques à mieux appréhender les divers rôles du secteur agricole dans les pays en développement.

Annexe 1: Ordre du jour de la réunion d'experts

Programme

Lundi 19 mars 2001

Cérémonie d'ouverture

Hartwig De Haen, Sous-Directeur général, Département économique et social (ES), FAO

Session 1

Projet de cadre analytique servant à documenter les rôles de l'agriculture dans les pays en développement : approche et concepts généraux d'étude des rôles de l'agriculture

Orateur:

Frédéric Dévé, Chef de Projet ROA, Service du développement agricole comparatif (ESAC), FAO

Intervenants

Raghav Gaiha, Professeur, Faculté de gestion, Université de Delhi, Inde
Ryohei Kada, Professeur, Ecole supérieure d'agriculture, Université de Kyoto, Japon

Modérateur

Jacques Vercueil, ancien Directeur, Division de l'analyse du développement agricole et économique (ESA), FAO

Session 2

Les rôles environnementaux de l'agriculture: éco-externalités, leur mesure et évaluation dans les pays en développement

Orateur:

Joseph Cooper, Economiste, Département de l'agriculture/économie des Etats-Unis

Intervenants:

Orapan Srisawalak-Nabangchang, Conseiller, Institut des ressources naturelles et de la biodiversité (NAREBI), Ministère de l'agriculture et des coopératives, Thaïlande
Christine Amoako-Nuama, Consultante, Ressources naturelles et Environnement; Ancien Ministère des terres et des forêts, Ghana
Robert Brinkman, ancien Directeur, Division de la mise en valeur des terres et des eaux (AGL), FAO

Modérateur:

Changchui He, Chef du Service de l'environnement et des ressources naturelles (SDRN), FAO

**Session 3****Les rôles économiques de l'agriculture, séculaires et non séculaires, leur mesure et évaluation****Orateur:**

Randy Stringer, Directeur adjoint,
Centre des études économiques
internationales, Ecole
d'économie, Université
d'Adelaïde, Australie

Intervenants:

Rashid Perteve, Coordonnateur,
Projet de la Banque mondiale
pour la restructuration des
coopératives de vente agricoles
en Turquie, Fédération
internationale des producteurs
agricoles (IFAP)
John Mellor, Ancien Directeur,
Institut international de
recherche sur les politiques
alimentaires (IFPRI);
Vice-Président Abt Associates,
Inc., Etats-Unis
Kostas Stamoulis, Economiste
principal, Service du secteur
agricole dans le développement
économique (ESAE), FAO

Modérateur:

William Meyers, Directeur, Division
de l'analyse du développement
agricole et économique (ESA),
FAO

Mardi 20 mars 2001

Session 4**Les rôles sociaux de l'agriculture: répartition des revenus et pauvreté, urbanisation, viabilité des communautés rurales, stabilité sociale; leur mesure et leur évaluation****Orateur:**

Evelyn Rodriguez Ortega, Directeur général, Programmation et Budget pour l'agriculture, le développement social et les ressources naturelles, Ministère des finances et du crédit public, Mexique

Intervenants:

Alberto Valdés, Consultant; ancien conseiller agricole, Banque mondiale
James Akinwumi, Vice-Chancelier adjoint, University d'Ibadan, Nigéria

Modérateur:

Santiago Funes, Directeur, Division du développement rural (SDA), FAO

Session 5**Les rôles culturels de l'agriculture: portée, documentation et mesure****Orateur:**

Michael Horowitz, Président-Directeur général, Institute for Development Anthropology, New York; Professeur d'anthropologie et Directeur, Centre for Research on Environmental Systems, Université de Binghamton, New York

Intervenants:

Brave Ndisale, Consultant indépendant, Chef du programme d'atténuation de la pauvreté, Étude, Conseil, Formation Développement (ECODEV)
Gérard Ciparisse, Division du Développement rural (SDA), FAO

Modérateur:

Philip Boyle, Economiste social principal; Consultant, Projet ROA

Session 6**Les rôles de l'agriculture liés à la sécurité alimentaire: le rôle de l'agriculture pour la sécurité alimentaire nationale, l'accès à la nourriture, la sécurité alimentaire stratégique et autres externalités; leur mesure et évaluation****Orateur:**

Jaeok Lee, Associé principal et directeur de recherche, Institut coréen d'économie rurale, République de Corée

Intervenants:

Sumiter Broca, Economiste, Secteur agricole dans le Service du développement économique (ESAE), FAO
Dev Nathan, Chercheur /Consultant indépendant

Modérateur:

David Wilcock, Coordonnateur, Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), FAO



Mercredi 21 mars 2001

Session 7

Aperçus et directives possibles pour les études de cas par pays: orientation et préparation de directives pour la conduite d'études de cas par pays

Orateur:

Kunio Tsubota, Chef, Service du développement agricole comparatif (ESAC), FAO

Intervenants:

Tim J. Aldington, Consultant;
Ancien conseiller technique spécial pour le bureau du Sous-Directeur général, Département de l'agriculture (AGD), FAO
Pantjar Simatupang, Chercheur, Centre d'économie sociale, Agence pour la recherche et le développement, Indonésie
Binsheng Ke, Director; Research Center for Rural Economy (RCRE) Ministry of Agriculture, Beijing, China

Modérateur et conclusions de la session:

Jacques Vercueil, ancien Directeur, Division de l'analyse du développement agricole et économique (ESA), FAO

Annexe 2: Liste des participants

Orateurs

Cooper, Joseph
De Haen, Hartwig
Dévé, Frédéric
Horowitz, Michael
Lee, Jaeok
Rodriguez Ortega, Evelyne
Stringer, Randy
Tsubota, Kunio

Intervenants

Akinwumi, James
Aldington, Tim
Amoako-Nuama, Christina
Brinkman, Robert
Broca, Sumiter
Ciparisse, Gérard
Gaiha, Raghav
Kada, Ryohei
Ke, Bingsheng
Mellor, John
Nathan, Dev
Ndisale, Brave
Pertev, Rashid
Simatupang, Pantjar
Srisawalak-Nabangchang, Orapan
Stamoulis, Kostas
Valdés, Alberto

Modérateurs

Boyle, Philip
Funes, Santiago
He, Changchui
Meyers, William
Vercueil, Jacques
Wilcock, David

Observateurs

Bellu, Lorenzo
Dixon, John
Lambrou, Yianna
Lovendal, Christian

Equipe ROA

Deuss, Annelies
Dévé, Frédéric
Elliott, David E.
Fiorenzi, Fulvia
Parera, Patricia
Perri, Pirro-Tomaso
Tavernier, Karine
Tiwari, Dirgha N.

Responsable de l'organisation de la réunion d'experts

Parera, Patricia

Assistante de conférence

Meneghetti, Federica

Assistants administratives

Infante, Maria
Pougheon, Muriel

Des profils détaillés de tous les participants figurent dans les actes de la réunion d'experts (accessible sur le site Web du Projet ROA: www.fao.org/es/esa/roa).

Le Rapport de la première réunion d'experts

a été préparé par F. Dévé en collaboration avec P. Parera
Analyse socio-économique des rôles de l'agriculture dans les pays
en développement et conséquences en matière de politique générale
Projet sur les Rôles de l'agriculture (ROA)

La préparation du rapport a été supervisée par K. Tsubota
Division de l'analyse du développement agricole et économique (ESA)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Rome 2001

Assistance éditoriale

Jane Shaw

Conception graphique et mise en page

Giancarlo De Pol

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:

Division de l'analyse du développement agricole et économique (ESA)
Bureau B-542
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie

e-mail : ROA-Project@fao.org
site internet : www.fao.org/es/esa/roa
Téléphone : (+39) 06-570-52103
Télécopie : (+39) 06-570-55128

code du projet GCP/INT/772/JPN

*“L’agriculture est la mère
de tous les arts. Quand elle
est bien conduite, tous les
autres arts prospèrent.
Quand elle est négligée,
ils dépérissent”*

*Xénophon, (430-355 av.J.-C.),
L’Économique*